

NOTRE DOSSIER

MÉTÉO

Sécheresse : déjà des alertes,

Des départements touchés par des restrictions



Au 9 mai, 15 départements étaient touchés par un niveau de restrictions allant d'« alerte » à « alerte renforcée ».

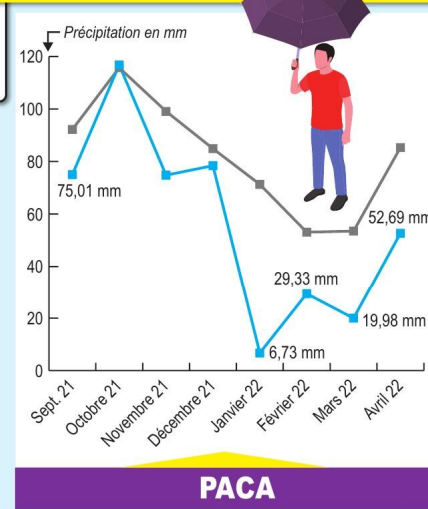
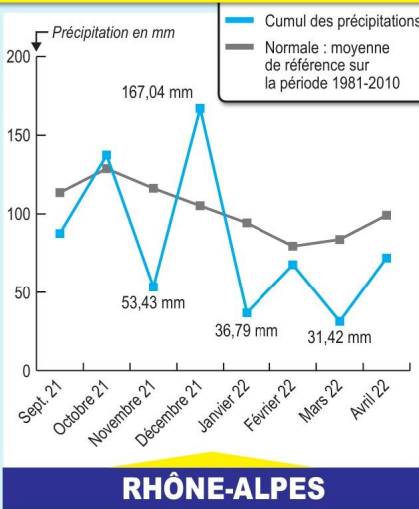
Le quart sud-est de la France n'est pas le seul à être affecté par cet épisode de sécheresse. Au 9 mai, 15 départements étaient touchés par un niveau de restrictions allant d'« alerte » à « alerte renforcée ». C'est le cas de la Drôme et du Vaucluse. Une partie du nord des Bouches-du-Rhône (à la frontière avec le Vaucluse) a même été placée, durant la semaine dernière, en situation de niveau « crise », selon la carte des arrêtés publiée par le site Propluvia.

Les territoires principalement concernés par des sols secs, voire extrêmement secs pour la période sont, selon Météo France, situés dans le nord de la Nouvelle Aquitaine, dans un large quart sud-est du pays et dans l'extrême nord de la France.

La Bretagne connaît notamment un important déficit pluviométrique depuis octobre 2021 : moins 50 % en moyenne et même moins 40 % dans des secteurs du Morbihan.

Comme un air d'été ces prochains jours Et cette semaine ne devrait pas arranger les choses... La journée d'hier, ensoleillée sur pratiquement l'ensemble du pays, est annonciatrice d'une semaine estivale. Météo France prévoit qu'elle sera le premier coup de chaud de l'année avec des températures qui flirteront avec les 30°C par endroits.

LES PRÉCIPITATIONS DES 8 DERNIERS MOIS DE NOS RÉGIONS COMPARÉES À LA NORMALE



Les précipitations de ces huit derniers mois ont été, dans l'ensemble, en-dessous de leur moyenne de référence (établie sur la période 1981-2010) en Rhône-Alpes comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les données étant regroupées sur ces deux territoires des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Sud Paca. Infographie Le DL

Rarement les quatre premiers mois de l'année ont été aussi secs. Jamais, même, pour la région Paca qui a atteint un record de déficit de précipitations sur cette période. Alors que le Vaucluse et la Drôme ont déjà pris des arrêtés de restriction au niveau « alerte », la situation ne devrait pas s'améliorer. Les températures sont en hausse cette semaine. Et les mois de mai, juin et juillet devraient être plus chauds et plus secs que la normale selon Simon Mittelberger, climatologue à Météo France.

Qu'appelle-t-on une situation de sécheresse ?

« On distingue trois situations de sécheresse différentes : une sécheresse météorologique qui correspond à un déficit de pluie, une agricole qui correspond à un assèchement en eau des sols ; et enfin une hydrologique qui correspond à un niveau des eaux souterraines plus bas que la normale. Évidemment ces trois sécheresses sont liées. »

Quel type de sécheresse nous touche actuellement ?

« Sur le quart sud-est, nous avons eu d'importants déficits de précipitations cet hiver qui ont engendré une sécheresse météorologique. Nous sommes également en situation de sécheresse hydrologique car les nappes phréatiques sont à un niveau plus bas que ce qui est obser-

vé habituellement. »

Le déficit de précipitations est donc le principal facteur de la sécheresse actuelle ?

« Oui, tout a démarré par ce déficit sur une durée prolongée de plusieurs mois. Sur le Sud-Est, notamment en région Paca, on a des déficits de précipitations depuis septembre. Ces déficits sont très élevés : autour de 40 % sur le trimestre dernier (février, mars, avril). »

Ce sont des mois où il est essentiel qu'il pleuve pour les sols ?

« Surtout pour l'agriculture car c'est là que la végétation démarre. Là, ce manque de précipitations s'est traduit par un assèchement de l'eau

au niveau des sols. Ce que l'on observe c'est que, à la fin du mois d'avril, on est sur des sols très secs, voire extrêmement secs pour la période. En Paca notamment, mais sur un gros quart sud-est en général. »

Nous sommes donc dans une situation inhabituelle ?

« On est sur une situation qui contraste par rapport aux deux années précédentes où l'on avait des précipitations relativement excédentaires sur l'hiver. Les quatre premiers mois de l'année 2022 sont très déficitai-

« Le risque, c'est un assèchement prolongé au niveau des sols. L'impact sera principalement agricole. Mais on pourrait aussi en avoir un sur la gestion des eaux souterraines qui sont déjà à un niveau plus bas qu'habituellement. Le secteur du tourisme pourrait aussi être impacté si la sécheresse se poursuit sur la période estivale, notamment pour la gestion de l'usage de l'eau. »

Justement, quelle est la tendance des prévisions pour les mois qui suivent ?

« Il y a une probabilité importante d'avoir une hausse

Il est donc probable que la situation empire ?

« Oui. »

Est-ce une période vraiment inédite ? Peut-on faire un lien avec le dérèglement climatique ?

« Si l'on regarde le cumul des précipitations à l'échelle de tout l'hiver, on est sur des déficits déjà observés par le passé. Là-dessus, on ne dégage pas de tendance à long terme depuis les années 1960. Par contre, on avait eu les mêmes niveaux de déficit de précipitations sur l'ensemble de l'hiver en 2019. »

De quels leviers dispose-t-on pour préserver les sols lorsque l'on fait face à ces déficits de précipitations ?

« Ces leviers sont activés au niveau des préfetures avec, principalement, les arrêtés sécheresse. Les préfets peuvent prendre certaines décisions sur la gestion de l'eau. Il y a quatre niveaux pour ces arrêtés. D'abord « vigilance », puis « alerte », « alerte renforcée » et « crise ». À chaque niveau correspondent des restrictions plus ou moins fortes. »

Propos recueillis par François FRUALDO

Un record depuis 1958

En région Paca, jamais les précipitations n'avaient été aussi faibles durant les quatre premiers mois de l'année depuis 1958. En Rhône-Alpes, cela n'est arrivé qu'à une reprise.

res. Au point qu'en Paca, c'est un déficit record depuis 1958. Pour Rhône-Alpes, on est à la deuxième valeur de déficit depuis cette même année, toujours pour des cumuls de janvier à avril. »

Quel est le risque si cette situation se prolonge ?

plus long terme, sur le trimestre mai-juin-juillet, ce que l'on observe comme étant le plus probable c'est un scénario plus chaud que la normale en termes de températures. Et également plus sec en termes de précipitations sur la moitié sud de la France. »

Les nappes phréatiques affectées par la situation

Les pluies insuffisantes de ces premiers mois de l'année ont tout particulièrement affecté les nappes phréatiques de nos régions. Si le bilan de situation du mois d'avril n'a pas encore été publié, les premières observations indiquent une situation déficitaire en Rhône-Alpes comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

■ Une situation contrastée en Rhône-Alpes

En Rhône-Alpes, la situation est contrastée suivant les secteurs : « La recharge est légèrement inférieure à la normale dans l'Isère, mais nettement plus déficitaire (de l'ordre de 25 à 50 %) dans certains secteurs de l'Arèche, de la Drôme et de la Haute-Savoie. Néanmoins, une pluviométrie supérieure aux normales a été constatée au mois d'avril sur les reliefs de la Drôme, de la Savoie



Les premières observations indiquent une situation déficitaire en Rhône-Alpes et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Photo Le DL/Christophe AGOSTINIS

et de la Haute-Savoie », précise le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Environ deux tiers des nappes phréatiques ont des niveaux qui s'échelonnent de « légèrement

inférieures à la moyenne » à « très bas » (exemple : Bas-Dauphiné, vallée de la Drôme).

Si des arrêtés de sécheresse sont déjà parus pour les eaux souterraines dans l'Ain (seul « alerte

renforcée ») et de la Drôme (« alerte »), au regard des cumuls de pluie de l'hiver 2021-2022, il est possible que des secteurs, notamment l'Arèche, fassent l'objet d'arrêtés similaires », selon le

service géologique national.

■ Provence-Alpes-Côte d'Azur : plusieurs secteurs du Vaucluse placés en état d'alerte

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur vit une situation relativement similaire. « La pluviométrie est plus déficitaire sur l'Est et le long du littoral, en particulier dans les Alpes-Maritimes. Ce déficit est moindre que les Alpes du Sud », explique le BRGM. Certains bassins-versants font déjà l'objet de mesures, parmi lesquels plusieurs secteurs du Vaucluse ont été placés en état d'alerte. « Les niveaux des nappes sont statistiquement assez bas et leur tarissement a commencé. Seuls les secteurs d'irrigation gravitaire excédentaire (notamment en vallée de Duranc) voient les niveaux des nappes monter, comme c'est le cas chaque année. »

NOUVEAU OFFRE D'ABONNEMENT INTÉGRAL

Journal papier + numérique 7j/7

39€99/mois

- Journal papier livré chez vous
- Accès au Dauphiné Libéré en illimité sur site internet et appli
- 4 connexions simultanées
- Accès à l'édition du soir dès 21h30
- Les éditions locales en numérique dès 5h

Par prélèvement 39,99 € Au comptant 480 €

Vous pouvez nous contacter par mail : ledl@le-dauphine.com ou appeler le **0 800 88 70 01** (service à la carte)

ou retourner après avoir complété le bulletin ci-dessous à :
Le Dauphiné Libéré, service abonnements - 38913 Vauxrey Cedex

- Accompagné de votre chèque à l'ordre du Dauphiné Libéré pour un règlement au comptant
 - Accompagné du mandat SEPA et de votre RIB pour un règlement par prélèvement

Indiquez vos coordonnées

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 C.P. : _____ Ville : _____
 Tél. : _____ Mail : _____

Adresse mail obligatoire pour l'accès numérique

Mandat de : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Le Dauphiné Libéré à envoyer des instructions à votre banque pour débloquer votre compte et votre banque à débloquer votre compte conformément aux instructions de Le Dauphiné Libéré. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque lorsque les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

SEPA
 Identifiant bancaire SEPA : FR0212193812 - Créancier : Le Dauphiné Libéré
 Adresse : 650, route de Valence - Code postal : 38913 - Ville : Vauxrey Cedex - Pays : France

Référence unique du mandat

Débiteur / Votre nom : _____
 Votre adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

IBAN : _____
 BIC : _____
 Paiement : Recurrence/Réglé Ponctuel

à _____ le _____

Signature : _____

note : vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
 Veuillez compléter tous les champs du mandat.

NOTRE DOSSIER

et cela pourrait empirer...

Un **éleveur** en Ardèche : « On se rapproche d'une pluviométrie du Sahel »

Installé depuis 15 ans à Préaux (Nord Ardèche), vingt minutes au sud d'Annonay, avec ses 150 chèvres, ses 12 vaches et ses 60 cochons, l'éleveur de la Ferme de l'Amélie, Aurélien Mourier, voit l'alimentation de ses bêtes se dégrader avec la sécheresse. Au début de son activité, il récoltait avec ses associés, Karine et Sébastien Mourier, 100 tonnes de fourrages par an sur 30 hectares. Aujourd'hui, il n'en ramasse plus que 40 tonnes sur deux hectares. En 15 ans, les quantités ont été divisées par plus de la moitié. « L'année dernière, on a récolté 75 tonnes », souligne Aurélien Mourier. C'est mieux par rapport aux années précédentes mais beaucoup moins qu'il y a quelques années. »

Pour pallier ce manque de nourriture, l'éleveur achète de la luzerne dans la Drôme

Avant, la sécheresse était exclusivement estivale. Les agriculteurs étaient habitués et pouvaient s'organiser en amont. Maintenant, elle apparaît plusieurs fois dans l'année et peut pointer le bout de son nez au printemps comme à l'automne. L'agriculteur a dû changer ses habitudes et sa méthode de travail. Apparaissant, ses chèvres



À la Ferme de l'Amélie dans le Nord Ardèche, Aurélien Mourier possède 150 chèvres qui mangent entre huit et dix heures par jour. Photo Le DL/B.B.

pâturaient autour de l'exploitation. Maintenant, les trois associés sont obligés de ramasser de l'herbe à plus de deux kilomètres de la ferme. Les chèvres ne pouvant pas s'y rendre à cause de la traite du soir. « Normalement, autour d'avril-mai, elles ont assez d'herbe autour pour leur repas. Il n'y avait pas besoin d'en ramener. » Aurélien Mourier peut sortir ses chèvres seulement une demi-journée, le reste du temps, elles sont à l'intérieur de l'exploitation.

Pour pallier ce manque de nourriture, l'éleveur achète de la luzerne dans

la Drôme. Ces dépenses pèsent sur le budget de l'agriculteur. Il dépense entre 10 000 et 15 000 euros pour nourrir ses bêtes. « C'est dur de se projeter. Le prix des céréales a flambé », poursuit-il. Cette année, les quatre premiers mois, 50 millimètres de pluie sont tombés, trop peu pour que l'herbe ne pousse correctement. « Quand on a repris la ferme avec ma compagne, il y avait sept sources, maintenant il n'y en a plus qu'une. On se rapproche d'une pluviométrie du Sahel », se désole l'agriculteur qui a dû réduire son

troupeau de 20 à 12 vaches.

Avec la sécheresse, les associés de la Ferme de l'Amélie ont fait le choix depuis l'année dernière de planter un hectare de vignes pour faire du vin. « On essaye d'anticiper et de se diversifier avant que l'élevage ne soit plus possible, je n'aurais jamais imaginé faire ça, il y a 15 ans. »

Barbara BAGLIN



Selon Nicolas Chevalier, arboriculteur et vigneron, la sécheresse de printemps qui sévit peut être inquiétante à plusieurs titres. Archives photo Le DL/F.M.

Dans la Drôme, un **arboriculteur-vigneron** s'inquiète de cette sécheresse de printemps

« Nous exerçons une profession où on est dehors, et nos cultures aussi, et dans laquelle on doit en permanence s'adapter. Cela cause des soucis, mais cela fait aussi partie de la beauté du métier », expliquait lundi 9 mai Nicolas Chevalier.

Arboriculteur et vigneron à Chanoz-Cursion, il est directement concerné par les aléas climatiques. « Ce qui est inquiétant avec la sécheresse de printemps que nous sommes en train de vivre, c'est qu'elle entame les réserves hydriques. Cet environnement se tend à tendance à encore plus réchauffer les cultures qui seront, alors, plus sensibles aux coups de chaud. Pour les arbricots, on a donc

démarré le tour d'irrigation un peu plus tôt. En dehors de cela, on a quelques solutions, notamment avec des bâches que l'on met au pied des arbres pour limiter l'effet évaporatoire de l'humidité. Les filets anti-grêle ont aussi un effet tampon qui limite la chaleur. Pour l'irrigation, nous avons, avec le Rhône, la chance de ne pas être en concurrence avec l'eau potable et donc de ne pas puiser dans les nappes phréatiques. En revanche, on ne peut pas pomper autant que l'on veut dans le Rhône car d'autres usagers, notamment les centrales nucléaires, ont des besoins en eau pour le rafraîchissement [des installations]. Concrètement,

l'enjeu pour nous va porter sur le rendement des arbres sur lequel le stress hydrique aura un impact. »

« On ne tiendra pas jusqu'aux vendanges comme ça »

Concernant ses vignes, la situation est un peu différente. « Pour l'instant, la vigne est saine et, à ce stade de son développement, elle n'a pas de grands besoins en eau. Il faut se rappeler que l'an dernier, à cette époque, on était sous la flotte et que ça favorisait le développement de maladies. Là aussi, le travail et les pratiques évoluent. Le désherbage entre les pieds a été fait à la fin de l'hiver et on accompagne la vigne du

mieux qu'on peut, notamment en évitant qu'elle soit en concurrence avec d'autres plantes pour l'eau. Ce qui est certain, c'est qu'on ne tiendra pas jusqu'aux vendanges comme ça. Et on n'a pas le droit d'irriguer. La météo n'annonce pas de pluie pour les douze prochains jours, donc c'est un peu inquiétant. S'il ne tombait même que 40 millimètres, ça ferait beaucoup de bien. » Alors, pour la suite, Nicolas Chevalier va continuer à croiser les doigts, à travailler sur ces arbres et à surveiller la météo. « Je n'ai pas d'autres solutions. J'ai essayé la danse de la pluie, mais ça fait longtemps que ça ne marche plus. »

Fabrice MARGAILLAN

Un **céréalier** drômois inquiet pour le rendement et la qualité de ses cultures



Les fèves de Samuel Jacquet ont subi le gel et la sécheresse. Photo Le DL/Stéphane MARC

Au milieu de son champ, Samuel Jacquet détaille les stigmates laissés tour à tour par le gel et la sécheresse sur ses plants de fèves. « On aurait dû produire jusqu'à 50 quintaux, mais là je pense qu'on sera plutôt autour de 30 », estime le jeune agriculteur de 29 ans. Les chiffres du pluviomètre relevés sur son calendrier sans équivoque : « Il est tombé 112 millimètres d'eau ces quatre derniers mois, contre environ 200 d'habitude. On est sur une pluviométrie de juillet-août [2021] mis à part, NDLR... »

Sur les 80 hectares de grandes cultures (blé, orge, sorgho, soja, maïs, tournesol, etc.) que le jeune céréalier a repris à son père, tout juste retraité, seuls les deux tiers sont irrigables. « On va forcément perdre du rendement sur les parcelles non irrigables, et on va sûrement subir des restrictions d'irrigation par la préfecture, ce qui risque d'être compliqué, surtout pour les cultures d'été. »

La plus grosse crainte de cet agriculteur de Beaumont-lès-Valence est de perdre en qualité et en quantité sur le blé dur, avec lequel il produit depuis cinq ans des pâtes artisanales (Sam & pâtes) pour s'assurer un revenu. « On est obligés d'arroser depuis le 4 mai, même si j'ai réussi à économiser un tour d'eau par rapport à d'autres agriculteurs. »

■ L'agroécologie et la recherche pour limiter l'impact du changement climatique

Car le jeune céréalier, dont l'exploitation Terre de blé est labellisée HVE (haute valeur environnementale), a bien conscience

du changement climatique et de la nécessaire adaptation des pratiques culturales. « On fait de l'agroécologie, explique celui qui privilégie la rotation des cultures. Cela fait une quinzaine d'années (avant que ça ne devienne obligatoire) qu'on plante des couverts végétaux, pour conserver l'humidité des sols et limiter le réchauffement, avant de semer. Et on fait du semis direct, sans labourer ni déchaumer, pour garder l'humidité en profondeur. » Revers de la médaille : il faut parfois arroser les couverts végétaux, parfois utiliser du désherbant... « Il faut tout prendre en compte, sachant qu'il n'y a pas de solution parfaite, souligne Samuel Jacquet. N'importe quelle culture a besoin d'eau et de nutriments. »

C'est pourquoi le jeune céréalier, 10^e génération de la ferme Jacquet, croit beaucoup à la recherche agricole. « Les croisements de variétés permettent d'en garder les meilleures caractéristiques, comme la résistance à la sécheresse, souligne-t-il. L'année prochaine, on va essayer de planter du maïs sur des parcelles non irrigables, grâce à un agriculteur qui a isolé une enzyme de maïs, qui crée un stress hydrique en amont de la pénétration d'eau et permet à la plante de se protéger. »

En attendant, les frais d'irrigation devraient grimper cette année pour des rendements moindres, ce qui devrait se ressentir sur les prix pour le consommateur, par ailleurs impactés par la crise ukrainienne.

Floriane LIONNET



► **Vaucluse** « Les niveaux des cours d'eau sont ceux de la fin du mois d'août »

Le sud Luberon, la Nesque, le Lez, l'Aygues, l'Ouvèze et même les Sorgues. « Alors que nous ne sommes encore qu'au printemps, une grande partie du Vaucluse est déjà frappée par la sécheresse. Le département a d'ailleurs été placé en alerte, le 22 avril, avec des mesures de restrictions de l'usage de l'eau sur sept bassins. Parmi les témoins de ce manque de précipitations, la Fédération de pêche, qui a établi une carte de surveillance des différents cours et rivières et joue un rôle

de sentinelle. « Les niveaux sont exceptionnellement bas car il n'y a pas eu de pluie cet hiver », constate Claude Gallin-Martel, la directrice générale de la Fédération départementale pêche et protection du milieu aquatique. Une situation inquiétante en raison de sa précocité : les niveaux des cours d'eau sont ceux que le Vaucluse connaît habituellement fin août. « On a aussi de plus en plus de périodes d'assoc en hiver lorsque les canaux sont au chômage [lors-

qu'ils sont vidés pour être nettoyés et entretenus, NDLR]. Ça veut dire qu'il n'y a pas d'écoulement naturel sinon ce serait moins impactant », note Claude Gallin-Martel.

Au vu de la situation, cette année, la fédération se prépare à effectuer des pêches de sauvetage. Ce fut le cas, par exemple, « en décembre 2020, où on a récupéré une tonne de poissons dans le Calavon pour les déverser dans la Durance. Mais beaucoup restent sur le carreau », déplore M^{me} Gallin-Martel.

► **Savoie** Le canyoning, « météo-dépendant »

« Je ne peux pas répondre actuellement, je suis sûrément en canyoning. C'est ce que les personnes appelant Benoît Creten peuvent entendre lorsqu'elles tombent sur son répondeur. Pour lui, moniteur de canyoning chez Savoie Sport nature, la pratique de ce sport est presque quotidienne. Passant une grande partie de sa vie à proximité de l'eau, Benoît Creten est un observateur des conséquences du réchauffement climatique. Et il n'a « pas le sentiment d'un réchauffement climatique ». Il n'a pas constaté de « changements réels dans le canyon ». À ses yeux, pour l'instant la sécheresse n'aurait pas de lourdes conséquences pour son domaine d'activité. En revanche, il ressent les aléas climatiques. « Dans notre discipline, on est météo-dépendant. L'été dernier était très pluvieux. » Rien à voir avec 2020. « Je n'ai jamais vu aussi peu de débit d'eau cette année-là. » C'était inquiétant car cela peut être dangereux quand on pratique le canyoning. Quand le débit d'eau n'est pas suffisant, le risque de blessure augmente. « On ne peut plus faire tous les sauts au risque de se casser la cheville. »



Le moniteur n'a pas constaté de « changements réels dans le canyon ». Photo Savoie sport nature